

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 48

20 novembre 2000

S o m m a i r e

Entreprise des Postes et Télécommunications – Bilan au 31 décembre 1999	page 910
Liste des médicaments admis à la vente dans le Grand-Duché de Luxembourg – 146^{ième} modification (13 septembre 2000) – 147^{ième} modification (4 octobre 2000).	922
Relations extérieures – Remises de lettres de créance	935
Indigénat – Options – Recouvrements	935

ENTREPRISE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Bilan au 31 décembre 1999

ACTIF

	<u>31/12/1999</u>	<u>31/12/1998</u>
	LUF	LUF
A. ACTIF IMMOBILISE		
1. Immobilisations incorporelles		
1.1. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires	533,949,539	612,987,704
1.2. Fonds de commerce	40,598,640	60,897,960
1.3. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	<u>60,742,068</u>	<u>70,849,110</u>
	<u>635,290,247</u>	<u>744,734,774</u>
2. Immobilisations corporelles		
2.1. Terrains et constructions	9,658,074,983	9,880,687,848
2.2. Réseaux de télécommunications	8,122,844,000	8,332,881,780
2.3. Installations techniques et machines	5,127,117,419	5,117,917,116
2.4. Autres installations, outillage et mobilier	387,578,441	334,841,946
2.5. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	<u>2,084,312,132</u>	<u>1,589,652,275</u>
	<u>25,379,926,975</u>	<u>25,255,980,965</u>
3. Immobilisations financières	<u>960,155,883</u>	<u>739,620,529</u>
4. Patrimoine culturel	<u>251,094,806</u>	<u>251,094,806</u>
	<u>27,226,467,911</u>	<u>26,991,431,074</u>
B. ACTIF CIRCULANT		
1. Stocks		
1.1. Matières consommables	19,091,117	21,967,005
1.2. Marchandises	<u>42,649,972</u>	<u>48,566,387</u>
	<u>61,741,089</u>	<u>70,533,392</u>

PASSIF

	<u>31/12/1999</u>	<u>31/12/1998</u>
	LUF	LUF
A. CAPITAUX PROPRES		
1. Capital	25,488,709,638	25,488,709,638
2. Fonds de réserve	<u>5,033,375,514</u>	<u>3,483,375,514</u>
	<u>30,522,085,152</u>	<u>28,972,085,152</u>
B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
1. Provisions pour impôts	496,949,000	491,898,400
2. Autres provisions	<u>3,118,272,379</u>	<u>3,053,120,555</u>
	<u>3,615,221,379</u>	<u>3,545,018,955</u>
C. DETTES		
1. Avance de trésorerie de l'Etat	748,636,593	740,676,783
2. Dettes sur achats et prestations de services	975,503,637	1,062,135,263
3. Dettes envers des entreprises liées	30,358,321	14,395,663
4. Dettes envers des entreprises avec lesquelles l'Entreprise a un lien de participation	30,707,502	6,670
5. Autres dettes, dont dettes fiscales et dettes au titre de la Sécurité Sociale: LUF 242.439.705 (1998: LUF 240.920.899)	<u>965,822,271</u>	<u>454,248,573</u>
	<u>2,751,028,324</u>	<u>2,271,462,952</u>

2. Créances					
2.1. Créances résultant de ventes et prestations de services	1,753,172,609	1,940,849,363			
2.2. Créances sur des entreprises liées	163,635,520	84,084,131			
2.3. Créances sur des entreprises avec lesquelles l'Entreprise a un lien de participation	184,827,697	7,878,048	D. COMPTES DE REGULARISATION	123,218,126	127,054,927
2.4. Autres créances	<u>522,355,583</u>	<u>341,129,922</u>			
	<u>2,623,991,409</u>	<u>2,373,941,464</u>			
3. Valeurs mobilières	<u>4,238,272,607</u>	<u>2,136,936,054</u>			
4. Disponibilités			E. BENEFICE DE L'EXERCICE	2,766,776,840	3,306,608,641
4.1. Avoirs en banques, comptes de chèques postaux	4,881,865,709	5,970,806,077			
4.2. Encaisse	<u>435,149,195</u>	<u>382,199,615</u>			
	<u>5,317,014,904</u>	<u>6,353,005,692</u>			
	12,241,020,009	10,934,416,602			
C. COMPTES DE REGULARISATION	<u>310,841,901</u>	<u>296,382,951</u>			
TOTAL ACTIF	<u>39,778,329,821</u>	<u>38,222,230,627</u>	TOTAL PASSIF	<u>39,778,329,821</u>	<u>38,222,230,627</u>

ENTREPRISE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Comptes d'ordre au 31 décembre 1999

Section spéciale activité comptes chèques postaux

	<u>31/12/1999</u>	<u>31/12/1998</u>		<u>31/12/1999</u>	<u>31/12/1998</u>
	LUF	LUF		LUF	LUF
Créances sur l'Etat	60,318,482,790	35,395,797,902	Dettes en CCP		
			Dettes en CCP envers l'Etat	46,402,357,055	22,301,965,479
			Dettes en CCP envers des tiers	<u>13,916,125,735</u>	<u>13,093,832,423</u>
Total	<u>60,318,482,790</u>	<u>35,395,797,902</u>		60,318,482,790	35,395,797,902

ENTREPRISE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Compte de profits et pertes pour l'exercice du 1er janvier 1999 au 31 décembre 1999

	1999		1998	
	LUF	LUF	LUF	LUF
1. Montant net du chiffre d'affaires				
1.1. Services postaux	3,656,662,790	3,683,595,524		
1.2. Services financiers postaux	158,170,996		107,697,758	
1.3. Services de télécommunications	<u>12,379,852,493</u>	16,194,686,279	<u>12,193,705,029</u>	15,984,998,311
2. Autres produits d'exploitation		44,720,276		42,529,592
3.1. Charges de matières consommables		(468,292,351)		(420,672,320)
3.2. Prestations de tiers dans le trafic international		(3,273,634,243)		(2,770,092,373)
3.3. Autres charges externes		(1,419,781,018)		(1,427,583,302)
4. Frais de personnel				
4.1. Salaires et traitements	(4,038,984,898)		(3,871,572,780)	
4.2. Charges sociales	(254,678,004)		(246,057,417)	
4.3. Pensions	(256,418,688)		(270,709,764)	
4.4. Autres	<u>(395,776,024)</u>	(4,945,857,614)	<u>(384,832,054)</u>	(4,773,172,015)
5. Corrections de valeur				
5.1. Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(2,814,968,437)		(2,591,566,368)	
5.2. (Dotations) reprises de corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant	<u>47,499,182</u>	(2,767,469,255)	42,143,875	(2,549,422,493)
6. Autres charges d'exploitation		(287,411,030)		(258,746,690)
7. Produits provenant de participations		42,184,000		19,446,266
8. Intérêts et produits assimilés				
8.1. Produits financiers postaux	14,553,827		71,492,328	
8.2. Autres produits financiers	<u>246,408,217</u>	260,962,044	332,570,454	404,062,782
9. Corrections de valeur sur immobilisations financières		0		(79,192,601)
10. Intérêts et charges assimilées		(25,451,354)		(17,619,610)
11. Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires		<u>(433,000,000)</u>		<u>(755,000,000)</u>
12. Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		2,921,655,734		3,399,535,547
13. Produits exceptionnels		37,872,626		30,973,764
14. Charges exceptionnelles		<u>(78,751,520)</u>		<u>(13,900,670)</u>
15. Résultat exceptionnel		(40,878,894)		17,073,094
16. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		<u>(114,000,000)</u>		<u>(110,000,000)</u>
17. RESULTAT DE L'EXERCICE		<u>2,766,776,840</u>		<u>3,306,608,641</u>

ENTREPRISE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Annexe des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999

I. Organisation et objet de l'Entreprise

L'Entreprise des Postes et Télécommunications («l'Entreprise») est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et créé par la loi du 10 août 1992. Par cette loi l'Etat concède à l'Entreprise l'exploitation de services réservés à l'Etat, tels que définis par les lois en vigueur à cette date. Depuis le 1^{er} avril 1997, les services de télécommunications sont régis par la loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications qui supprime le régime de concessions et introduit un régime d'autorisations et de licences pour l'exploitation des services de télécommunications. L'Entreprise bénéficie d'une licence «mobile» GSM/DCS depuis le 7 mai 1998 et d'une licence «fixe» (infrastructure et service téléphonique) depuis le 20 janvier 1999. L'Entreprise est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant les Postes et les Télécommunications dans ses attributions.

L'Entreprise a pour objet la prestation de services postaux, financiers postaux et de télécommunications. A cet effet, l'Entreprise exploite entre autres les services réservés à l'Etat tels que définis par les lois en vigueur. Elle peut en outre fournir toutes autres prestations se rattachant directement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

Pour la réalisation de son objet, l'Entreprise peut créer des filiales et établir des succursales, des sièges administratifs régionaux, des bureaux, des agences et des relais.

II. Résumé des principales règles d'évaluation

Afin d'établir des comptes annuels suivant les principes et les modalités de la comptabilité commerciale (art. 32 (1) de la loi du 10 août 1992), l'Entreprise a choisi de présenter les comptes annuels en accord avec les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le schéma a été adapté aux spécificités de l'Entreprise.

Les comptes annuels sont établis par conséquent conformément aux principes de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'évaluation et de présentation, de prudence et de non-compensation. Afin de garantir la comparabilité des montants de l'exercice 1998 avec ceux de 1999 certains montants de 1998 ont été reclassés.

II.1. Conversion des comptes en devises étrangères

L'Entreprise établit les comptes annuels en francs luxembourgeois (LUF).

A la date de clôture du bilan:

- les immobilisations incorporelles, corporelles et financières, exprimées dans une devise autre que le franc luxembourgeois, sont converties au cours de change historique;
- les avoirs en banques et avoirs en comptes de chèques postaux, exprimés dans une devise autre que le franc luxembourgeois, sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de clôture;
- tous les autres postes de l'actif et du passif, exprimés dans une devise autre que le franc luxembourgeois, sont convertis au cours de change historique, à moins qu'il ne s'avère nécessaire d'effectuer des corrections de valeur pour pertes de change non réalisées.

Les produits et les charges en monnaies autres que le franc luxembourgeois sont convertis en francs luxembourgeois au cours de change en vigueur à la date des opérations.

II.2. Changement des durées d'amortissement de l'actif immobilisé

L'Entreprise a adapté les durées d'amortissement de certains équipements à leur évolution technique. Les nouvelles durées d'amortissement s'appliquent uniquement aux biens acquis depuis le 1^{er} janvier 1997.

II.3. Immobilisations incorporelles

a) Concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires et fonds de commerce

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des droits de câble, des droits de passage, des droits d'entrée LUXGSM, des logiciels informatiques ainsi que d'un fonds de commerce GSM. Les droits de câble représentent la participation de l'Entreprise dans les coûts de construction et de mise en place des câbles internationaux terrestres et sous-marins. Les droits de passage sont des droits d'utilisation de ces mêmes câbles, ayant fait l'objet d'un paiement unique.

Les immobilisations incorporelles sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition et sont amorties linéairement sur les périodes suivantes:

Droits de câble	15/25 ans
Droits de passage	15 ans
Droits d'entrée LUXGSM	5 ans
Logiciels informatiques	3/5 ans
Fonds de commerce GSM	5 ans

b) Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours

A partir de l'exercice 1998, l'Entreprise indique séparément dans son actif le poste 'Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours'. Les immobilisations incorporelles en cours sont enregistrées au coût d'acquisition ou au coût de revient réalisé des travaux en cours et comprennent les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été mises en service ou achevées au courant de cet exercice.

II.4. Immobilisations corporelles

a) Terrains

Les terrains bâtis et non-bâtis acquis par l'Etat avant le 1^{er} janvier 1993 ont été apportés à l'Entreprise sur base des valeurs de marché. Les acquisitions effectuées par l'Entreprise après le 1^{er} janvier 1993 sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition. Les terrains ne sont pas amortis.

b) Constructions

Ce poste comprend les bâtiments et stations hertziennes ainsi que les installations et équipements fixes.

Les constructions effectuées avant le 1^{er} janvier 1993 ont été évaluées à leur valeur de remplacement telle que déterminée par un consortium d'architectes indépendants. Les acquisitions effectuées ultérieurement à cette date et les immeubles en construction sont portés à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition respectivement au coût de construction.

Les constructions sont amorties linéairement sur les périodes suivantes:

Bâtiments-Gros oeuvres	50 ans
Bâtiments-Installations constitutives, techniques et sociales	10 ans
Stations hertziennes	15/25 ans
Sécurité bâtiments	10 ans
Equipements spéciaux	10 ans

c) Réseaux de télécommunications

Ce poste comprend les réseaux souterrains et aériens qui ont été portés à l'actif au coût de revient actualisé en ce qui concerne les investissements effectués avant le 1^{er} janvier 1993. Les acquisitions ultérieures à cette date sont portées à l'actif du bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient sans tenir compte des frais de personnel propre impliqué dans les travaux.

Les réseaux de télécommunications sont amortis linéairement sur les périodes suivantes:

Réseaux souterrains	20 ans
Réseaux aériens	10 ans

d) Installations et équipements techniques

Les installations techniques et machines sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur les périodes suivantes:

Installations (transmission et commutation téléphoniques, faisceaux hertziens, télex, Luxpac, radiomobile, sémaphone, tri postal, ...)	7/10 ans
Equipements (guichets postaux, cabines téléphoniques, postes téléphoniques, imprimerie, cantine, musée postal, Office des Timbres, instruments de mesure, machines & outillage divers, ...)	4/5 ans

e) Autres installations, outillage et mobilier

Matériel informatique

Le matériel informatique est enregistré au coût d'acquisition et est amorti linéairement sur une période de 4/5 ans.

Matériel roulant

Le matériel roulant est enregistré au coût d'acquisition et est amorti linéairement sur une période de 5 ans pour les véhicules légers et de 8 ans pour les véhicules lourds.

Mobilier et machines de bureau

Ce poste est enregistré au coût d'acquisition et est amorti linéairement sur une période de 5 ans.

f) Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours

Ce poste est enregistré au coût d'acquisition ou au coût de revient estimé des travaux en cours. Ce poste comprend, d'une part, les immobilisations réalisées au courant de l'exercice, mais qui ne sont pas mises en service au courant de l'exercice ou qui ne sont pas achevées durant l'exercice. D'autre part, ce poste comprend les actifs de la Division des Télécommunications qui se composent de câbles et d'équipements électroniques destinés à être intégrés dans les immobilisations de l'Entreprise afin de servir de façon durable à l'Entreprise.

II.5. Immobilisations financières

L'Entreprise comptabilise ses participations au coût d'acquisition. Des corrections de valeur sont pratiquées lorsque les participations présentent une moins-value permanente.

II.6. Patrimoine culturel

Ce poste comprend les timbres retenus sur émission, la collection de timbres, les objets historiques du Musée des Postes et Télécommunications ainsi qu'une collection d'objets d'art divers.

La collection de timbres a été évaluée par des experts indépendants lors de l'établissement du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 1993. Cette valeur est maintenue au bilan jusqu'à ce qu'une correction de valeur soit nécessaire, suite à une moins-value durable constatée. Les acquisitions sont enregistrées au coût d'acquisition.

II.7. Stocks

Les stocks comprennent les matières consommables de la Division des Postes (évaluées au prix d'acquisition) ainsi que les stocks des téléboutiques (évalués au coût moyen pondéré).

II.8. Créances

Les créances sont enregistrées à leur date de facturation, à l'exception des décomptes du trafic international qui sont basés sur des estimations. Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Des corrections de valeur ont été enregistrées pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

II.9. Dettes

Outre l'avance de trésorerie de l'Etat, ce poste comprend les dettes (charges et investissements) pour les Divisions des Postes et des Télécommunications, les cautions reçues et les dettes résultant des transactions financières en cours (mandats). Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

II.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont calculées sur base d'estimations et comprennent des provisions pour factures non encore parvenues (investissements et charges) ainsi qu'une provision pour congés non pris.

Y sont reprises également les estimations des charges pour le trafic international de la Division des Postes et de la Division des Télécommunications.

Les provisions pour impôts sont calculées en fonction des estimations de la charge fiscale au titre de l'exercice 1999 et des exercices antérieurs non encore imposés définitivement.

III. Informations sur certains postes du bilan

III.1. Mouvements de l'actif immobilisé

Mouvements de l'actif immobilisé

Libellé	Valeur d'acquisition						Corrections de valeur					
	Solde	Acquisitions	Transferts	Total	Diminutions	Solde	Solde	Augmentations	Diminutions	Solde	Valeur nette	Valeur nette
	31/12/1998			acquisitions		31/12/1999	31/12/1998			31/12/1999	31/12/1999	31/12/1999
	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF	LUF
<u>Immobilisations incorporelles</u>												
Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires	1.071.870.059	177.106.957	8.832.798	185.939.755	(83.156.825)	1.174.652.989	458.882.355	249.571.291	(67.750.196)	640.703.450	533.949.539	612.987.704
Fonds de commerce	101.496.600	0	0	0	0	101.496.600	40.598.640	20.299.320	0	60.897.960	40.598.640	60.897.960
Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	<u>70.849.110</u>	<u>3.451.534</u>	<u>(8.832.798)</u>	<u>(5.381.264)</u>	<u>(4.725.778)</u>	<u>60.742.068</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>60.742.068</u>	<u>70.849.110</u>
Total immobilisations incorporelles	<u>1.244.215.769</u>	<u>180.558.491</u>	<u>0</u>	<u>180.558.491</u>	<u>(87.882.603)</u>	<u>1.336.891.657</u>	<u>499.480.995</u>	<u>269.870.611</u>	<u>(67.750.196)</u>	<u>701.601.410</u>	<u>635.290.247</u>	<u>744.734.774</u>
<u>Immobilisations corporelles</u>												
Terrains et constructions	<u>11.651.481.429</u>	<u>82.564.367</u>	<u>56.504.684</u>	<u>139.069.051</u>	<u>(70.919.138)</u>	<u>11.719.631.342</u>	<u>1.770.793.581</u>	<u>351.296.636</u>	<u>(60.533.858)</u>	<u>2.061.556.359</u>	<u>9.658.074.983</u>	<u>9.880.687.848</u>
Réseaux de télécommunications	<u>17.428.415.970</u>	<u>367.921.862</u>	<u>283.151.308</u>	<u>651.073.170</u>	<u>(811.382.892)</u>	<u>17.268.106.248</u>	<u>9.095.534.190</u>	<u>861.110.950</u>	<u>(811.382.892)</u>	<u>9.145.262.248</u>	<u>8.122.844.000</u>	<u>8.332.881.780</u>
Installations et équipements techniques	<u>10.489.385.784</u>	<u>1.010.739.068</u>	<u>218.803.277</u>	<u>1.229.542.345</u>	<u>(816.972.537)</u>	<u>10.901.955.592</u>	<u>5.371.468.668</u>	<u>1.159.852.123</u>	<u>(756.482.618)</u>	<u>5.774.838.173</u>	<u>5.127.117.419</u>	<u>5.117.917.116</u>
Matériel roulant	325.098.073	40.413.450	0	40.413.450	(2.169.370)	363.342.153	210.498.915	37.594.495	(2.023.207)	246.070.203	117.271.950	114.599.158
Matériel informatique	412.898.799	151.021.357	0	151.021.357	(48.413.612)	515.506.544	218.689.365	102.713.663	(48.413.612)	272.989.416	242.517.128	194.209.434
Mobilier et matériel de bureau	<u>52.555.285</u>	<u>11.840.788</u>	<u>0</u>	<u>11.840.788</u>	<u>(6.861.338)</u>	<u>57.534.735</u>	<u>26.521.931</u>	<u>9.960.819</u>	<u>(6.737.378)</u>	<u>29.745.372</u>	<u>27.789.363</u>	<u>26.033.354</u>
Autres installations, outillage et mobilier	<u>790.552.157</u>	<u>203.275.595</u>	<u>0</u>	<u>203.275.595</u>	<u>(57.444.320)</u>	<u>936.383.432</u>	<u>455.710.211</u>	<u>150.268.977</u>	<u>(57.174.197)</u>	<u>548.804.991</u>	<u>387.578.441</u>	<u>334.841.946</u>
Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	<u>1.589.652.275</u>	<u>1.281.690.657</u>	<u>(558.459.269)</u>	<u>723.231.388</u>	<u>(228.571.531)</u>	<u>2.084.312.132</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>2.084.312.132</u>	<u>1.589.652.275</u>
Total immobilisations corporelles	<u>41.949.487.615</u>	<u>2.946.191.549</u>	<u>0</u>	<u>2.946.191.549</u>	<u>(1.985.290.418)</u>	<u>42.910.388.746</u>	<u>16.693.506.650</u>	<u>2.522.528.686</u>	<u>(1.685.573.565)</u>	<u>17.530.461.771</u>	<u>25.379.926.975</u>	<u>25.255.980.965</u>
<u>Immobilisations financières</u>												
Parts dans des entreprises liées	418.645.501	0	0	0	(96.167.000)	322.478.501	79.192.601	0	(79.192.601)	0	322.478.501	339.452.900
Participations	<u>400.167.629</u>	<u>237.509.753</u>	<u>0</u>	<u>237.509.753</u>	<u>0</u>	<u>637.677.382</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>637.677.382</u>	<u>400.167.629</u>
Total immobilisations financières	<u>818.813.130</u>	<u>237.509.753</u>	<u>0</u>	<u>237.509.753</u>	<u>(96.167.000)</u>	<u>960.155.883</u>	<u>79.192.601</u>	<u>0</u>	<u>(79.192.601)</u>	<u>0</u>	<u>960.155.883</u>	<u>739.620.529</u>
Patrimoine culturel	<u>251.094.806</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>251.094.806</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>251.094.806</u>	<u>251.094.806</u>
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	<u>44.263.611.320</u>	<u>3.364.259.793</u>	<u>0</u>	<u>3.364.259.793</u>	<u>(2.169.340.021)</u>	<u>45.458.531.092</u>	<u>17.272.180.246</u>	<u>2.792.399.297</u>	<u>(1.832.516.362)</u>	<u>18.232.063.181</u>	<u>27.226.467.911</u>	<u>26.991.431.074</u>

III.2. Acomptes versés et immobilisations incorporelles et corporelles en cours

Il s'agit d'immobilisations en cours de réalisation et qui ne sont pas encore en service au 31 décembre 1999.

Les immobilisations incorporelles en cours se présentent comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Acomptes versés	28,2	8,8
Factures à recevoir	32,5	62,0
	60,7	70,8
	=====	=====

Les immobilisations corporelles en cours se décomposent comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Entrepôts de biens économiques destinés à servir de façon durable à l'Entreprise (dont livraisons non facturées: Mio. LUF 9,6)	470,3	458,9
Acomptes versés	880,1	673,4
Factures à recevoir	733,9	457,4
	2.084,3	1.589,7
	=====	=====

III.3. Terrains et bâtiments

La plupart de ces postes ont fait l'objet d'un «rapport du réviseur d'entreprises sur l'évaluation des propriétés domaniales et des bâtiments y construits ou en voie de construction» daté du 26 février 1993, conformément à l'article 34 (1) de la loi du 10 août 1992.

Les constructions ainsi que les terrains bâtis et non-bâtis ont été transcrits et enregistrés au nom de l'Entreprise suite à un acte d'apport du 24 février 1994.

En 1996, un acte d'apport complémentaire a été dressé entre l'Etat et l'Entreprise, portant sur 3 immeubles (acquis par l'Etat avant le 1^{er} janvier 1993) évalués à leur valeur de marché ainsi que sur 2 bâtiments (en voie de construction lors de l'apport initial au 1^{er} janvier 1993) évalués au prix d'acquisition.

L'acte d'apport complémentaire a fait l'objet d'un rapport du réviseur d'entreprises sur un apport en nature (article 34(1) de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications).

III.4. Immobilisations financières

Au 31 décembre 1999, les immobilisations financières (en Mio. LUF) se présentent comme suit:

	<u>% détenu</u>	<u>Valeur comptable nette</u>	<u>Capitaux propres</u>	<u>Résultat du dernier exercice disponible</u>	
		Mio. LUF	Mio. LUF	Mio. LUF	Année
Mobilux S.A.	99,99	307,48	44,15	32,48	1998
P&T Consulting S.A.	99,99	15,00	13,46	(3,57)	1998
<u>Editus Luxembourg S.A.</u>	51,00	<u>0,00</u>	32,71	60,66	1998
<i>Total des entreprises liées</i>		322,48			
Infonet Luxembourg S.A.	49,00	8,19	22,30	14,93	31/3/99
Infomail S.A.	45,00	4,50	9,78	(9,04)	1998
Communication Mobile					
Digitale S.A.	34,00	225,00	13,03	27,55	1998
Eltrona Interdiffusion S.A.	34,00	350,00	346,41	43,19	1998
Aurora Media Services					
<u>Luxembourg S.A.</u>	35,00	<u>7,00</u>	20,00	—	—
<i>Total des entreprises avec lien de participation</i>		594,69			
Cetrel S.C.	7,83	11,75			
Eurogiro Network A/S	3,23	0,00			
Eutelsat	1,74	1,29			
International Post Corporation					
U.A.	1,04	0,15			
Eurescom	0,25	0,01			
<u>Intelsat</u>	0,05	<u>29,79</u>			
<i>Autres participations</i>		42,99			

Total immobilisations financières 960,16
=====

Les participations Intelsat et Eutelsat font l'objet d'une évaluation régulière sur base d'estimations.

Au courant de l'année 1999 l'Entreprise a augmenté ses participations dans Cetrel S.C.. Elle a en outre pris une participation dans les sociétés CMD S.A. et Aurora Media Services S.A.. La société SATCOM S.A. Luxembourg a été mise en liquidation.

Par application de l'article 317 de la loi du 11 juillet 1988 sur les sociétés commerciales, l'Entreprise n'établit pas de comptes consolidés, étant donné que les participations sont d'un intérêt négligeable pour l'objectif d'image fidèle des comptes de l'Entreprise.

III.5. Patrimoine culturel

Ce poste se présente comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Patrimoine de l'Office des Timbres		
(dont une collection d'oeuvres d'art: Mio. LUF 20,5)	248,3	248,3
Patrimoine du Musée des Postes et Télécommunications	<u>2,8</u>	<u>2,8</u>
	<u>251,1</u>	<u>251,1</u>
	=====	=====

Au 31 décembre 1999, aucune correction de valeur n'a été requise.

III.6. Stocks

Au 31 décembre 1999, les stocks se présentent comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Stock de la Division des Postes	19,1	21,9
Stock de la Division des Télécommunications	<u>42,6</u>	<u>48,6</u>
	<u>61,7</u>	<u>70,5</u>
	=====	=====

III.7. Créances

La position «Créances résultant de ventes et prestations de services» se décompose comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Créances résultant de services postaux	919,2	898,2
Créances résultant de services financiers	11,0	13,6
Créances résultant de services de télécommunications	801,4	984,0
Mandats à l'encaissement	<u>21,6</u>	<u>45,0</u>
	<u>1.753,2</u>	<u>1.940,8</u>
	=====	=====

Toutes les créances ont, en principe, une échéance inférieure à un an.

Suivant leur origine, les créances se décomposent comme suit:

	<u>Services postaux</u>	<u>Services financiers</u>	<u>Services de télé-communications</u>	<u>Mandats</u>	<u>31.12.1999</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF	Mio. LUF	Mio. LUF	Mio. LUF
Créances nationales	98,4	11,0	517,8	0,0	627,2
Décomptes internationaux	<u>820,8</u>	<u>0,0</u>	<u>283,6</u>	<u>21,6</u>	<u>1.126,0</u>
	<u>919,2</u>	<u>11,0</u>	<u>801,4</u>	<u>21,6</u>	<u>1.753,2</u>
	=====	=====	=====	=====	=====

Les «Créances sur des entreprises liées» et les «Créances sur des entreprises avec lesquelles l'Entreprise a un lien de participation» sont renseignées à part dans les comptes annuels de l'Entreprise.

Les autres créances d'un montant total de LUF 522.355.583,- sont constituées principalement par des créances résultant des opérations VISA, des opérations financières en cours ainsi que d'une créance envers la société Eutelsat.

III.8. Valeurs mobilières

Cette rubrique indique l'ensemble des portefeuilles d'actifs financiers dont la gestion a été confiée à plusieurs banques de la place. Un montant de LUF 2.136.936.054 figurant en 1998 sous la position «Avoirs en banques, comptes de chèques postaux», a été reclassé en 1999.

III.9. Capitaux propres

Capital

L'Etat détient la totalité du capital de l'Entreprise. Dans l'intérêt de la réalisation de la mission de l'Entreprise, l'Etat a fait des apports en nature et en numéraire.

La base de l'apport initial est constituée par le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 1993. Le bilan d'ouverture a été approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa réunion du 14 janvier 1994.

Au 31 décembre 1999, de même qu'au 31 décembre 1998, le capital de l'Entreprise se chiffre à LUF 25.488,7 mio..

Fonds de réserve

Il est prélevé sur le bénéfice disponible (bénéfice net de l'exercice, diminué du report à nouveau négatif éventuel du ou des exercices précédents et des surtaxes perçues pendant l'exercice pour le compte de l'Etat) une somme pour la formation du fonds de réserve destiné à contribuer au financement des investissements de l'Entreprise.

Le montant de cette dotation obligatoire, dans la mesure où le permet le résultat de l'exercice, doit être déterminé annuellement de façon à ce que la somme de la dotation à la réserve et des dotations aux amortissements de l'exercice de la clôture ne puisse être inférieure aux deux tiers du budget d'investissement de l'exercice suivant.

Le solde qui en résulte est versé au Trésor.

Répartition du bénéfice 1998

- Fonds de réserve	1.000.000.000
- Fonds de réserve spécial IF	550.000.000
- Dividendes versés à l'Etat	1.756.608.641
	3.306.608.641
	=====

III.10. Provisions pour risques et charges

a) Provisions pour impôts

L'Entreprise est soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités, à l'impôt sur la fortune, à l'impôt foncier ainsi qu'à l'impôt commercial communal.

Les actes passés au nom ou en faveur de l'Entreprise sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession, sauf le salaire des formalités hypothécaires.

L'Entreprise bénéficie d'un allègement fiscal suivant l'art. 167, alinéa 1 (5), de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Cet allègement fiscal se rapporte aux sommes correspondant à l'incidence financière de la gestion du service des comptes chèques postaux ainsi que des missions spéciales imposées à l'Entreprise. Ces sommes sont arrêtées chaque année par le Gouvernement en conseil. Pour l'exercice 1999, l'Entreprise a estimé le montant donnant lieu à cet allègement fiscal à LUF 943.775.000,-.

L'Entreprise envisage d'appliquer l'article 174 bis de la loi du 23 décembre 1997 qui permet à l'Entreprise de déduire l'impôt sur la fortune sur l'impôt sur le revenu des collectivités sous condition de constituer une réserve d'un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé et de maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année d'imputation.

Au titre des exercices 1997, 1998 et 1999, l'Entreprise a provisionné les impôts suivants:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Impôt sur le revenu des collectivités	766,0	491,0
Impôt commercial communal sur le bénéfice	607,0	449,0
Impôt sur la fortune	224,0	110,0
Avances pour impôts	(1.100,1)	(558,1)
	496,9	491,9
	=====	=====

b) Autres provisions

Au 31 décembre 1999, ce poste comprend:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Provisions pour factures à recevoir pour investissements réalisés en 1999 (1998)	776,0	675,6
Provisions pour factures et décomptes à recevoir pour charges 1999 (1998)		
- <u>Décomptes internationaux</u>		
Postes	1.059,9	779,0
Télécommunications	507,4	633,7
- <u>Autres</u>		
Frais de personnel	232,8	280,5

Achats de matières consommables	49,2	31,4
Indemnités pour services de tiers, honoraires et frais d'études	33,9	67,4
Entretien et réparations	78,6	70,7
Remises	/	124,6
Divers	<u>86,5</u>	<u>178,9</u>
	<u>2.048,3</u>	<u>2.166,2</u>
Provision pour congés non pris	<u>294,0</u>	<u>211,3</u>
	<u>3.118,3</u>	<u>3.053,1</u>

III.11. Dettes

Décomposition du solde:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
a) Avance de trésorerie de l'Etat	748,6	740,7
b) Dettes sur achats et prestations de services	975,5	1.062,1
c) Dettes envers des entreprises liées	30,4	14,4
d) Dettes envers des entreprises avec lesquelles l'Entreprise a un lien de participation	30,7	0,0
e) Autres dettes	<u>965,8</u>	<u>454,3</u>
	<u>2.751,0</u>	<u>2.271,5</u>

ad a) Avance de trésorerie de l'Etat

L'avance de trésorerie résulte de la différence entre le montant global des dépôts de tiers «Dettes en CCP» (Etat et tiers privés) et le montant global des montants déposés auprès du Trésor (Créances sur l'Etat).

ad b) Dettes sur achats et prestations de services

Il s'agit des dettes sur achats et prestations de services divers, dont la prestation / livraison a eu lieu en 1999 et dont la facturation a eu lieu en 1999, ainsi que des mandats internationaux. Les dettes sont exclusivement à échéance inférieure à un an.

Le solde se décompose comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
Fournisseurs (factures reçues)	844,1	909,2
Fournisseurs (paiements en suspens)	<u>4,1</u>	<u>25,7</u>
	848,2	934,9
Mandats et décomptes à l'encaissement	<u>127,3</u>	<u>127,2</u>
	<u>975,5</u>	<u>1.062,1</u>

ad e) Autres dettes

La rubrique se décompose au 31 décembre 1999 comme suit:

	<u>31.12.1999</u>	<u>31.12.1998</u>
	Mio. LUF	Mio. LUF
TVA à payer	151,3	145,0
Sécurité Sociale à payer	<u>91,1</u>	<u>95,9</u>
- Dettes fiscales et dettes au titre de la Sécurité Sociale	242,4	240,9
- Cautionnements reçus par la Division des Télécommunications	9,6	18,7
- Remises à payer par la Division des Télécommunications	308,5	0,0
- Autres dettes	<u>405,3</u>	<u>194,7</u>
	<u>965,8</u>	<u>454,3</u>

IV. Section spéciale activité comptes chèques postaux

En accord avec l'art. 36 de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, l'Entreprise est chargée de la prestation des services financiers en rapport avec les chèques et virements postaux et les

comptes courants y associés. Les fonds disponibles des avoirs de tiers déposés aux comptes chèques postaux font l'objet d'un dépôt auprès de l'Etat. Du fait de leur caractère de comptes d'ordre, ces comptes figurent dans une section spéciale hors bilan. Au 31 décembre 1999, les fonds disponibles déposés sur comptes CCP auprès de l'Entreprise sont des dépôts auprès du Trésor.

V. Informations sur certains postes du compte de profits et pertes

V.1. Ventilation du chiffre d'affaires

	Recettes <u>nationales</u> Mio. LUF	Recettes <u>internationales</u> Mio. LUF	<u>Totaux</u> Mio. LUF
Services postaux			
Envois postaux	2.771,3	395,1	3.166,4
Autres produits postaux	383,7	42,9	426,6
Services philatéliques	63,7	0,0	63,7
	<u>3.218,7</u>	<u>438,0</u>	<u>3.656,7</u>
Services financiers postaux	<u>135,9</u>	<u>22,3</u>	<u>158,2</u>
Services de télécommunications			
Services vocaux	6.330,4	1.120,0	7.450,4
Services d'infrastructure	2.220,9	7,8	2.228,7
Services non-vocaux	554,5	56,0	610,5
Services divers	160,8	77,7	238,5
Services intégrés et multimédias	2.549,5	0,0	2.549,5
Interconnexion	92,7	0,0	92,7
Remises	(790,5)	0,0	(790,5)
	<u>11.118,3</u>	<u>1.261,5</u>	<u>12.379,8</u>
	<u>14.472,9</u>	<u>1.721,8</u>	<u>16.194,7</u>
Soit en %	<u>89,4 %</u>	<u>10,6 %</u>	<u>100 %</u>

N.B.: Recettes nationales: recettes perçues sur les clients au Luxembourg, y compris les recettes du trafic vers l'étranger.

Recettes internationales: recettes perçues sur les opérateurs étrangers.

V.2. Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels sont générés principalement par des indemnités perçues en dédommagement de dégâts causés aux réseaux de l'Entreprise par des tiers ainsi que par la vente de matériels et d'équipements divers.

Les charges exceptionnelles représentent principalement des amortissements exceptionnels sur immobilisations incorporelles et corporelles retirées de l'actif pour des raisons de non-compatibilité an 2000.

VI. Autres indications

VI.1. Personnel

Au courant de l'exercice 1999, l'Entreprise a employé 2.675 (1998: 2.646) personnes en moyenne.

VI.2. Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de surveillance

L'Entreprise a alloué au courant de l'exercice 1999 des indemnités aux organes d'administration d'un montant de LUF 2,040 mio. (1998: LUF 2,010 mio.).

L'Entreprise n'a pas accordé des crédits ou avances aux membres des organes de direction et d'administration et n'a pas contracté d'engagements (garanties) pris pour leur compte.

Liste des médicaments admis à la vente dans le Grand-Duché de Luxembourg.

(Annexe de l'arrêté ministériel du 13 janvier 1988 publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique B N° 7 du 8 février 1988, page 260)

146^{ième} MODIFICATION (13 septembre 2000)

A) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT AJOUTES A LA LISTE DES PRODUITS ADMIS A LA VENTE.

	P	ACETYLSALICYLSAURE-RPM	CPR.	500 MG	PO	1*10 CPR.SS BLIST.
	P	ACETYLSALICYLSAURE-RPM	CPR.	500 MG	PO	1*30 CPR.SS BLIST.
H	RR	ACTILYSE	PDRE P.PREP.INJ.	100 MG	IV	1*2 FL.LYOPH. +1*2 FL.SOLV.50 ML
	R	ADDIGRIP	SUSP.INJ.		IM	1*1 SER.U.D. 0,5 ML
	R	ALEVE	CPR.	220 MG	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
	R	ALEVE	CPR.	220 MG	PO	1*30 CPR.SS BLIST.
	RR	ALPRAZOLAM-BC	CPR.	0,25 MG	PO	1*50 CPR.SS BLIST.
	RR	ALPRAZOLAM-BC	CPR.	0,5 MG	PO	1*50 CPR.SS BLIST.
	RR	ALPRAZOLAM-BC	CPR.	1 MG	PO	1*50 CPR.SS BLIST.
	R	ATENOLOL-BC	CPR.	50 MG	PO	1*28 CPR.SS BLIST.
	R	ATENOLOL-BC	CPR.	50 MG	PO	1*56 CPR.SS BLIST.
	R	ATENOLOL-BC	CPR.	100 MG	PO	1*56 CPR.SS BLIST.
H	RR	ATRACABB-25	SOL.INJ.	10 MG /1 ML	IV	1*10 AMP. 2,5 ML
H	RR	ATRACABB-50	SOL.INJ.	10 MG /1 ML	IV	1*5 AMP. 5 ML
	RR	BECLOMET EASYHALER	PDRE	100 MCG /1 D.	IH	1*200 D.
	RR	BECLOMET EASYHALER	PDRE	400 MCG /1 D.	IH	1*200 D.
	R	BEROTEC SOLUTION ORALE	SOL.	5 MG /1 ML	PO	1*1 SOL.OR. 20 ML
	R	BETAHISTINE DICHLORHYDRATE-SOLVAY PHARMA CPR.	16 MG		PO	1*42 CPR.SEC.
	R	BETAHISTINE DICHLORHYDRATE-SOLVAY PHARMA CPR.	16 MG		PO	1*84 CPR.SEC.
C	R	BLEND-A-MED PERIOCHIP	IMPLANT	2,5 MG	BU	1*10 IMPLANTS
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 50 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 50 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 100 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 100 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 150 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 150 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 250 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 250 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 500 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 500 ML
	RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 1000 ML

RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 1000 ML
RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 MACOPERF 2000 ML
RR	CHLORURE DE SODIUM-MACO PHARMA	SOL.P.PERF.	0,9 PC	IV	1*1 POCHE 2000 ML
R	CHOLSTAT-0,4	CPR.	400 MCG	PO	1*14 CPR.SS BLIST.
R	CHOLSTAT-0,4	CPR.	400 MCG	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
R	CHOLSTAT-0,4	CPR.	400 MCG	PO	1*30 CPR.SS BLIST.
R	CHOLSTAT-0,4	CPR.	400 MCG	PO	1*50 CPR.SS BLIST.
R	CHOLSTAT-0,4	CPR.	400 MCG	PO	1*100 CPR.SS BLIST.
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.

	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 1500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2000 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE ALUMINIUM
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT 2500 ML +1*1 SURPOCHE TRANSPAR.
	P	CROMOPHTA-POS	COLL.	2 PC	PO	1*1 COLL. 10 ML
	P	DAKTAR	PDRE	2 PC /1 D.	TO	1*1 FL. 8 G
	RR	DECAPEPTYL	PDRE P.PREP.INJ.	0,1 MG	SC	1*7 FL.+1*7 AMP.SOLV.
H	RR	DOBUTABB	SOL.INJ.	12,5 MG /1 ML	IV	1*1 FLA DIL. 20 ML
H	RR	DOBUTABB READY	SOL.P.PERF.	0,5 MG /1 ML	IV	1*1 TROUSSE 250 ML
H	RR	DOBUTABB READY	SOL.P.PERF.	0,5 MG /1 ML	IV	1*1 TROUSSE 500 ML
H	RR	DOBUTABB READY	SOL.P.PERF.	1 MG /1 ML	IV	1*1 TROUSSE 250 ML
H	RR	DOBUTABB READY	SOL.P.PERF.	1 MG /1 ML	IV	1*1 TROUSSE 500 ML

H	RR	DOBUTABB READY	SOL.P.PERF.	2 MG /1 ML	IV	1*1 TROUSSE 250 ML
	RR	DOBUTAMINE-FAULDING	SOL.P.PERF.	250 MG /20 ML	IV	1*1 FL.A DIL. 20 ML
	RR	DUMIROX	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*30 CPR.SEC.
	RR	DUMIROX	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*60 CPR.SEC.
	RR	DUMIROX	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*100 CPR.SEC.U.D.
	RR	EFEXOR-EXEL-75	GELULES RET.	75 MG	PO	3*28 GELULES U.D.
	R	ENALAPRIL MALEATE-MERCK	CPR.	5 MG	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
	R	ENALAPRIL MALEATE-MERCK	CPR.	20 MG	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
	P	EXO-L	GELULES		PO	1*120 GELULES
	R	FEMHRT	CPR.	1 MG 5 MCG	PO	1*24 CPR.SS BLIST.
	R	FEMHRT	CPR.	1 MG 5 MCG	PO	1*84 CPR.SS BLIST.
	R	FEMHRT	CPR.	1 MG 5 MCG	PO	1*140 CPR.SS BLIST.
	R	FEMHRT	CPR.	1 MG 5 MCG	PO	1*168 CPR.SS BLIST.
	R	INDIVINA	CPR.	1 MG 2,5 MG	PO	1*28 CPR.SS BLIST.
	R	INDIVINA	CPR.	1 MG 2,5 MG	PO	3*28 CPR.SS BLIST.
	R	INDIVINA	CPR.	1 MG 5 MG	PO	1*28 CPR.SS BLIST.
	R	INDIVINA	CPR.	1 MG 5 MG	PO	3*28 CPR.SS BLIST.
	R	INDIVINA	CPR.	2 MG 5 MG	PO	1*28 CPR.SS BLIST.
	R	INDIVINA	CPR.	2 MG 5 MG	PO	3*28 CPR.SS BLIST.
	R	INSULINE VELOSULINE HM	SOL.INJ.	100 UI /1 ML	IMIVSC	1*1 FL. 10 ML
	RR	INTRON A	PDRE P.PREP.INJ.	1 MIOUI	IMSC	1*12 FL. +1*12 AMP.+12 SETS INJ.
	RR	INTRON-A	SOL.INJ.	18 MIOUI /3 ML	IVSC	1*2 FL.VERRE 1*12 SETS D'INJ.
	RR	INTRON-A	SOL.INJ.	18 MIOUI /3 ML	IVSC	1*12 FL.VERRE 1*72 SETS D'INJ.
	RR	INTRON-A	SOL.INJ.	25 MIOUI /2,5 ML	IVSC	1*2 FL.VERRE+1*12 SETS D'INJ.
	RR	INTRON-A	SOL.INJ.	25 MIOUI /2,5 ML	IVSC	1*12 FL.VERRE+1*72 SETS D'INJ.
	S	KAPAJECT-FAULDING	SOL.INJ.	50 MG /50 ML	IMIVSCIR	1*1 FL.VERRE 50 ML
	S	KAPAJECT-FAULDING	SOL.INJ.	100 MG /50 ML	IMIVSCIR	1*1 FL.VERRE 50 ML
	R	LIPANTHYL-200 MICRONISED	GELULES	200 MG	PO	1*90 GELULES
	P	MEMFIT	CPS	60 MG	PO	1*30 CPS
	P	MEMFIT	CPS	60 MG	PO	1*40 CPS
	R	MENINGITEC	SUSP.INJ.		IM	1*1 VIAL U.D. 0,5 ML
	P	MINCIFIT	SOL.		PO	1*1 FL. 100 ML
	P	MINCIFIT	SOL.		PO	1*7 SACH. 15 ML
	R	MIRELLE	CPR.		PO	1*28 CPR.SS BLIST.
	R	MIRELLE	CPR.		PO	3*28 CPR.SS BLIST.
	P	MULTIBIONTA N FORTE	CPS		PO	1*150 CPS
	R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*7 CPR.SS BLIST.(U.D.)
	R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*14 CPR.
	R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*14 CPR.SS BLIST.

R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*25 CPR.SS BLIST.(U.D.)
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*28 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*28 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*50 CPR.SS BLIST.(U.D.)
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*56 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*56 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*98 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*100 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	20 MG	PO	1*100 CPR.SS BLIST.(U.D.)
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*7 CPR.SS BLIST.(U.D.)
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*14 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*14 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*25 CPR.SS BLIST.(U.D.)
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*28 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*28 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*50 CPR.SS BLIST.(U.D.)
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*56 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*56 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*98 CPR.SS BLIST.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*100 CPR.
R	NEXIAM	CPR.ENR.	40 MG	PO	1*100 CPR.SS BLIST.(U.D.)
P	OTRIVINE	GTTES	0,5 MG /1 ML	IN	1*1 GTTES NAS. 10 ML
P	OTRIVINE	GTTES	1 MG /1 ML	IN	1*1 GTTES NAS. 10 ML
P	OTRIVINE	SPRAY	1 MG /1 ML	IN	1*1 MICRODOS. 10 ML
P	OTRIVINE MENTHOL	GTTES	0,1 PC	IN	1*1 GTTES NAS. 10 ML
P	OTRIVINE MENTHOL	SPRAY	0,1 PC	IN	1*1 MICRODOS. 10 ML
P	PASSIFLORA GHL	GTTES		PO	1*1 GTTES 30 ML
P	PHARMATON VITAL KAPSELN N	CPS		PO	1*20 CPS
RR	QUETIAPINE-ZENECA 4-DAY STARTER PACK	CPR.PELLIC.		PO	1*10 CPR.(6+3+1)
RR	ROFERON-A	SOL.INJ.	18 MIOUI /0,6 ML	SC	1*1 VIAL
RR	ROFERON-A	SOL.INJ.	18 MIOUI /0,6 ML	SC	1*6 VIALS
RR	SCLEREMO	SOL.INJ.			IV 1*6 AMP. 5 ML
RR	SEROQUEL 4-DAY STARTER PACK	CPR.PELLIC.		PO	1*10 CPR.(6+3+1)
P	SINECOD ADULTES	SIR.	5 MG	PO	1*1 SIR. 125 ML
P	STREPSILS+LIDOCAINE	PAST.		BU	1*24 PAST.
RR	TRUSOPT	COLL.	20 MG /1 ML	CO	1*6 FL.ALP 5 ML
RR	TRUSOPT	COLL.	20 MG /1 ML	CO	1*6 FL.OCUMETER PLUS 5 ML
RR	VALTRAN RETARD 100/8	CPR.	100 MG 8 MG	PO	1*10 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 100/8	CPR.	100 MG 8 MG	PO	1*30 CPR.

RR	VALTRAN RETARD 100/8	CPR.	100 MG 8 MG	PO	1*60 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 150/12	CPR.	150 MG 12 MG	PO	1*10 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 150/12	CPR.	150 MG 12 MG	PO	1*30 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 150/12	CPR.	150 MG 12 MG	PO	1*60 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 50/4	CPR.	50 MG 4 MG	PO	1*10 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 50/4	CPR.	50 MG 4 MG	PO	1*30 CPR.
RR	VALTRAN RETARD 50/4	CPR.	50 MG 4 MG	PO	1*60 CPR.

B) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT SUPPRIMES DE LA LISTE DES PRODUITS ADMIS A LA VENTE.

H	RR	CARBOBEL SULFOGUANIDINE	GRAN.		PO	1*1 GRAN.	70 G
	RR	CHLORURE DE THALLIUM [201TI]-CIS	SOL.INJ.		IV	1*1 FL.	30 ML
	RR	CLINOMEL N4-550	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT	
	RR	CLINOMEL N5-800	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT	
	RR	CLINOMEL N6-900	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT	
	RR	CLINOMEL N7-1000	SOL.P.PERF.		IV	1*1 POCHE A 3 CPT	
	P	FENISTIL RETARD	CPR.	2,5 MG	PO	1*20 CPR.	
	R	MANTADIX	GELULES	100 MG	PO	1*50 GELULES	
	RR	METRONIDAZOLE-FANDRE	SOL.INJ.	0,5 PC	IV	1*12 FL.	100 ML
	S	PALFIUM	CPR.	5 MG	PO	1*20 CPR.	
H	S	PALFIUM	CPR.	5 MG	PO	1*100 CPR.	
	S	PALFIUM	SUPP.	10 MG	PR	1*6 SUPP.	
	RR	PENTREXYL H.D.	PDRE P.SUSP.	250 MG /5 ML	PO	1*1 PDRE P.SUSP.	80 ML
	R	PLURYL	CPR.	2,5 MG	PO	1*25 CPR.	
	R	PLURYL	CPR.	2,5 MG	PO	1*100 CPR.	
	R	PLURYL FORTE	CPR.	5 MG	PO	1*25 CPR.	
	R	PLURYL FORTE	CPR.	5 MG	PO	1*100 CPR.	
	RR	SCINTIMUN	PDRE P.PREP.INJ.		IV	1*2 VIALS	
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	50 UI /1 ML	IMSC	1*1 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	50 UI /1 ML	IMSC	1*5 AMP.-SER.	1 ML
H	RR	UCECAL	SOL.INJ.	50 UI /1 ML	IMSC	1*15 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	50 UI /1 ML	IMSC	1*30 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	100 UI /1 ML	IMSC	1*1 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	100 UI /1 ML	IMSC	1*5 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	100 UI /1 ML	IMSC	1*15 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	100 UI /1 ML	IMSC	1*30 AMP.-SER.	1 ML
	RR	UCECAL	SOL.INJ.	100 UI /1 ML	IMSC	1*30 AMP.-SER.	1 ML

C) LES MODIFICATIONS SUIVANTES SONT APPORTEES AU LIBELLE DES MEDICAMENTS A USAGE HUMAIN.

R	BEROTEC SOLUTION ORALE	SOL.	5 MG /1 ML	PO	1*1 SOL.OR. 20 ML
		AU LIEU DE			
R	BEROTEC	SOL.	5 MG /1 ML	IH	1*1 SOL.OR. 20 ML
RR	DUMIROX	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*30 CPR.SEC.
		AU LIEU DE			
RR	LUXOXE	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*30 CPR.SEC.
RR	DUMIROX	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*60 CPR.SEC.
		AU LIEU DE			
RR	LUXOXE	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*60 CPR.SEC.
RR	DUMIROX	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*100 CPR.SEC.U.D.
		AU LIEU DE			
RR	LUXOXE	CPR.PELLIC.	100 MG	PO	1*100 CPR.SEC.U.D.
P	OTRIVINE	GTES	0,5 MG /1 ML	IN	1*1 GTES NAS. 10 ML
		AU LIEU DE			
P	OTRIVINE ANTI-RHINITIS	GTES	0,5 MG /1 ML	IN	1*1 GTES NAS. 10 ML
P	OTRIVINE	GTES	1 MG /1 ML	IN	1*1 GTES NAS. 10 ML
		AU LIEU DE			
P	OTRIVINE ANTI-RHINITIS	GTES	1 MG /1 ML	IN	1*1 GTES NAS. 10 ML
P	OTRIVINE	SPRAY	1 MG /1 ML	IN	1*1 MICRODOS. 10 ML
		AU LIEU DE			
P	OTRIVINE ANTI-RHINITIS	SPRAY	1 MG /1 ML	IN	1*1 MICRODOS. 10 ML
P	OTRIVINE MENTHOL	GTES	0,1 PC	IN	1*1 GTES NAS. 10 ML
		AU LIEU DE			
P	OTRIVINE MENTHOL ANTI-RHINITIS	GTES	0,1 PC	IN	1*1 GTES NAS. 10 ML
P	OTRIVINE MENTHOL	SPRAY	0,1 PC	IN	1*1 MICRODOS. 10 ML
		AU LIEU DE			
P	OTRIVINE MENTHOL ANTI-RHINITIS	SPRAY	0,1 PC	IN	1*1 MICRODOS. 10 ML
P	PASSIFLORA GHL	GTES		PO	1*1 GTES 30 ML
		AU LIEU DE			
P	PASSIFLORA-LEHNING CPL.NO 57	GTES		PO	1*1 GTES 30 ML
P	PHARMATON VITAL KAPSELN N	CPS		PO	1*20 CPS
		AU LIEU DE			
P	PHARMATON VITAL KAPSELN	CPS		PO	1*20 CPS
RR	STRESAM	GELULES	50 MG	PO	1*60 GELULES BLIST

		AU LIEU DE			
P	STRESAM	GELULES	50 MG	PO	1*60 GELULES BLIST

D) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT ACTUELLEMENT HORS MARCHÉ (COMMERCIALISATION INTERROMPUE, MAIS AMM EN VIGUEUR).

R	INSULINE LENTE M.C.	SUSP.INJ.	100 UI /1 ML	SC	1*1 FL. 10 ML
P	LONARID MONO	SIR.	200 MG /5 ML	PO	1*1 SIR. 200 ML
P	MICROLAX	GEL		PR	1*24 TUBES
R	ORTHO DIENOESTROL	CR.	0,1 MG /1 G	VA	1*1 CR. 78 G +1*1 APPLIC.
R	OVYSMEN	CPR.		PO	1*21 CPR.
RR	TOPAMAX	GELULES	15 MG	PO	1*60 GELULES
RR	TOPAMAX	GELULES	25 MG	PO	1*60 GELULES
RR	TOPAMAX	GELULES	50 MG	PO	1*60 GELULES

E) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT REMIS SUR LE MARCHÉ.

R	AMLOR	GELULES	10 MG	PO	1*30 GELULES BLIST
R	BACIFURANE	GELULES	200 MG	PO	1*16 GELULES
RR	MARCOUMAR	CPR.	3 MG	PO	1*25 CPR.
RR	MARCOUMAR	CPR.	3 MG	PO	1*250 CPR.
R	NUROFEN-400	DRG.	400 MG	PO	1*24 DRG.SS BLIST.
RR	NUTRIFLEX BASAL	SOL.P.PERF.		IV	1*5 SACH.PLAST. 1000 ML
RR	NUTRIFLEX BASAL	SOL.P.PERF.		IV	1*5 SACH.PLAST. 2000 ML
RR	NUTRIFLEX PERI	SOL.P.PERF.		IV	1*5 SACH.PLAST. 1000 ML
RR	NUTRIFLEX PERI	SOL.P.PERF.		IV	1*5 SACH.PLAST. 2000 ML
RR	NUTRIFLEX PLUS	SOL.P.PERF.		IV	1*5 SACH.PLAST. 1000 ML
RR	NUTRIFLEX PLUS	SOL.P.PERF.		IV	1*5 SACH.PLAST. 2000 ML
RR	NUTRIFLEX SPECIAL	SOL.P.PERF.		IV	1*5 TWINFLEX 1000 ML
RR	NUTRIFLEX SPECIAL	SOL.P.PERF.		IV	1*5 TWINFLEX 1500 ML
RR	RISPERDAL	CPR.	1 MG	PO	1*60 CPR.U.D.
R	STUGERON FORTE	CPS	75 MG	PO	1*100 CPS
R	URO-TAINER ACIDE MANDELIQUE 1 PC-VIFOR	SOL.RINCAGE		VE	1*10 POCHES PLAST. 100 ML
R	URO-TAINER CHLORHEXIDINE 0,02 PC-VIFOR	SOL.RINCAGE		VE	1*10 POCHES PLAST. 100 ML

Liste des médicaments admis à la vente dans le Grand-Duché de Luxembourg.

(Annexe de l'arrêté ministériel du 13 janvier 1988 publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique B N° 7 du 8 février 1988, page 260)

147^{ième} MODIFICATION (4 octobre 2000)

A) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT AJOUTES A LA LISTE DES PRODUITS ADMIS A LA VENTE.

P	ACC-AKUT 600	CPR.EFF.	600 MG	PO	1*50 CPR.
P	ANTIGRIPIHINE	CPR.		PO	1*20 CPR.SS BLIST.
P	ANTIGRIPIHINE	CPR.EFF.		PO	1*20 CPR.SS BLIST.
RR	ARAVA	CPR.PELIC.	100 MG	PO	1*3 CPR.
P	ASPEGIC 100	PDRE ENF.-NOURR.	180 MG	PO	1*30 SACH.
P	ASPEGIC 1000	PDRE	1800 MG	PO	1*30 SACH.
P	ASPEGIC 250	PDRE	450 MG	PO	1*30 SACH.
P	ASPEGIC 500	PDRE	900 MG	PO	1*30 SACH.
R	CETIRIZINE-UCB	CPR.PELIC.	10 MG	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	CPR.PELIC.	10 MG	PO	1*30 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	CPR.PELIC.	10 MG	PO	1*40 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	GTES	10 MG /1 ML	PO	1*1 GTES 20 ML
R	CLAVERSAL	SUPP.	500 MG	PR	1*120 SUPP.
P	EMSER INHALATIONSLOESUNG	SOL.		IH	1*1 SOL. 15 ML
R	GILUTENS-0,2	CPR.PELIC.	0,2 MG	PO	1*28 CPR.
R	GILUTENS-0,2	CPR.PELIC.	0,2 MG	PO	1*98 CPR.
R	GILUTENS-0,3	CPR.PELIC.	0,3 MG	PO	1*28 CPR.
R	GILUTENS-0,3	CPR.PELIC.	0,3 MG	PO	1*98 CPR.
R	GILUTENS-0,4	CPR.PELIC.	0,4 MG	PO	1*28 CPR.
R	GILUTENS-0,4	CPR.PELIC.	0,4 MG	PO	1*98 CPR.
P	HEUMANN BRONCHIALTEE SOLUBIFIX	TIS.		PO	1*1 TIS. 30 G
P	HEUMANN BRONCHIALTEE SOLUBIFIX	TIS.		PO	1*1 TIS. 60 G
R	LAMISIL-250	CPR.	250 MG	PO	1*42 CPR.
R	MOXON-0,2	CPR.PELIC.	0,2 MG	PO	1*28 CPR.
R	MOXON-0,2	CPR.PELIC.	0,2 MG	PO	1*98 CPR.
R	MOXON-0,3	CPR.PELIC.	0,3 MG	PO	1*28 CPR.
R	MOXON-0,3	CPR.PELIC.	0,3 MG	PO	1*98 CPR.
R	MOXON-0,4	CPR.PELIC.	0,4 MG	PO	1*28 CPR.
R	MOXON-0,4	CPR.PELIC.	0,4 MG	PO	1*98 CPR.
RR	PRO DAFALGAN	PDRE P.PREP.INJ.	1000 MG /5 ML	IMIV	1*5 FL.
S	RITALIN	CPR.	10 MG	PO	1*50 CPR.
P	SETLERS FLOROFLATINE	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*10 CPR.
P	SETLERS FLOROFLATINE	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*30 CPR.
P	SETLERS FLOROFLATINE	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*50 CPR.

P	TRANSIPEG	PDRE P.SOL.	PO	1*20 SACH. 6,9 G
P	TRANSIPEG	PDRE P.SOL.	PO	1*200 SACH. 6,9 G

B) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT SUPPRIMES DE LA LISTE DES PRODUITS ADMIS A LA VENTE.

RR	ERECNOS	PDRE P.PREP.INJ.	10 MG /1 ML	CA	1*2 SER. +1*2 AMP.SOLV. 1 ML
RR	ERECNOS	PDRE P.PREP.INJ.	20 MG /1 ML	CA	1*2 SER. +1*2 AMP.SOLV. 1 ML
R	FENOFIBRATE-100-MSD	CPS	100 MG	PO	1*50 CPS SS BLIST.
R	FENOFIBRATE-100-MSD	CPS	100 MG	PO	1*90 CPS SS BLIST.
R	FENOFIBRATE-100-MSD	CPS	100 MG	PO	1*270 CPS SS BLIST.
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*1 VIAL 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*3 VIALS 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*5 VIALS 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*6 VIALS 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*1 VIAL 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*3 VIALS 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*5 VIALS 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*6 VIALS 0,5 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*1 VIAL 1 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*3 VIALS 1 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*5 VIALS 1 ML
RR	INTRON-A ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*6 VIALS 1 ML
R	MIDAMOR	CPR.	5 MG	PO	1*30 CPR.
R	MIDAMOR	CPR.	5 MG	PO	1*100 CPR.
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	1 MIOUI	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	1 MIOUI	SC	1*6 VIALS
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	3 MIOUI	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	3 MIOUI	SC	1*6 VIALS
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	5 MIOUI	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	5 MIOUI	SC	1*6 VIALS
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	10 MIOUI	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	10 MIOUI	SC	1*6 VIALS
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	25 MIOUI	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON	PDRE P.PREP.INJ.	25 MIOUI	SC	1*6 VIALS
RR	VIRAFERON	SOL.INJ.	10 MIOUI	SC	1*2 VIALS 2 ML
RR	VIRAFERON	SOL.INJ.	25 MIOUI	SC	1*2 VIALS 5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*1 VIAL 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*3 VIALS 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*5 VIALS 0,5 ML

RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	3 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*6 VIALS 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*1 VIAL 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*3 VIALS 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*5 VIALS 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	5 MIOUI /0,5 ML	IMSC	1*6 VIALS 0,5 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*1 VIAL 1 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*3 VIALS 1 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*5 VIALS 1 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	10 MIOUI /1 ML	IMSC	1*6 VIALS 1 ML
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	18 MIOUI /3 ML	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON ALBUMINE FREE	SOL.INJ.	25 MIOUI /2,5 ML	SC	1*1 VIAL
RR	VIRAFERON STYLO 18	SOL.INJ.	15 MIOUI /1 ML	IMSC	1*1 STYLO MULTID. 1,2 ML
RR	VIRAFERON STYLO 30	SOL.INJ.	25 MIOUI /1 ML	IMSC	1*1 STYLO MULTID. 1,2 ML
RR	VIRAFERON STYLO 60	SOL.INJ.	50 MIOUI /1 ML	IMSC	1*1 STYLO MULTID. 1,2 ML

C) LES MODIFICATIONS SUIVANTES SONT APPORTEES AU LIBELLE DES MEDICAMENTS A USAGE HUMAIN.

P	ANTIGRIPIHNE	CPR.	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
		AU LIEU DE		
P	PANADOL PLUS CAFEINE	CPR.	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
P	ANTIGRIPIHNE	CPR.EFF.	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
		AU LIEU DE		
P	PANADOL PLUS CAFEINE	CPR.EFF.	PO	1*20 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	CPR.PELLIC.	10 MG	PO 1*20 CPR.SS BLIST.
		AU LIEU DE		
R	ZERIN	CPR.PELLIC.	10 MG	PO 1*20 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	CPR.PELLIC.	10 MG	PO 1*30 CPR.SS BLIST.
		AU LIEU DE		
R	ZERIN	CPR.PELLIC.	10 MG	PO 1*30 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	CPR.PELLIC.	10 MG	PO 1*40 CPR.SS BLIST.
		AU LIEU DE		
R	ZERIN	CPR.PELLIC.	10 MG	PO 1*40 CPR.SS BLIST.
R	CETIRIZINE-UCB	GTTES	10 MG /1 ML	PO 1*1 GTTES 20 ML
		AU LIEU DE		
R	ZERIN	GTTES	10 MG /1 ML	PO 1*1 GTTES 20 ML
R	GILUTENS-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO 1*28 CPR.
		AU LIEU DE		
R	GILUTENSIN-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO 1*28 CPR.

R	GILUTENS-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO	1*98 CPR.
		AU LIEU DE			
R	GILUTENSIN-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO	1*98 CPR.
R	GILUTENS-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*28 CPR.
		AU LIEU DE			
R	GILUTENSIN-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*28 CPR.
R	GILUTENS-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*98 CPR.
		AU LIEU DE			
R	GILUTENSIN-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*98 CPR.
R	GILUTENS-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*28 CPR.
		AU LIEU DE			
R	GILUTENSIN-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*28 CPR.
R	GILUTENS-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*98 CPR.
		AU LIEU DE			
R	GILUTENSIN-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*98 CPR.
P	HEUMANN BRONCHIALTEE SOLUBIFIX	TIS.	PO	1*1 TIS. 30 G	
		AU LIEU DE			
P	HEUMANN BRONCHIAL TEE SOLUBIFIX NOVO	TIS.	PO	1*1 TIS. 30 G	
P	HEUMANN BRONCHIALTEE SOLUBIFIX	TIS.	PO	1*1 TIS. 60 G	
		AU LIEU DE			
P	HEUMANN BRONCHIAL TEE SOLUBIFIX NOVO	TIS.	PO	1*1 TIS. 60 G	
R	MOXON-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO	1*28 CPR.
		AU LIEU DE			
R	MOXOL-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO	1*28 CPR.
R	MOXON-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO	1*98 CPR.
		AU LIEU DE			
R	MOXOL-0,2	CPR.PELLIC.	0,2 MG	PO	1*98 CPR.
R	MOXON-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*28 CPR.
		AU LIEU DE			
R	MOXOL-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*28 CPR.
R	MOXON-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*98 CPR.
		AU LIEU DE			
R	MOXOL-0,3	CPR.PELLIC.	0,3 MG	PO	1*98 CPR.
R	MOXON-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*28 CPR.
		AU LIEU DE			
R	MOXOL-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*28 CPR.
R	MOXON-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*98 CPR.
		AU LIEU DE			

R	MOXOL-0,4	CPR.PELLIC.	0,4 MG	PO	1*98 CPR.
RR	PRO DAFALGAN	PDRE P.PREP.INJ.	1000 MG /5 ML	IMIV	1*5 FL.
		AU LIEU DE			
RR	PRO DAFALGAN	PDRE P.PREP.INJ.	1000 MG /5 ML	IMIV	1*5 FL. +1*1 SOLV.
P	SETLERS FLOROFLATINE	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*10 CPR.
		AU LIEU DE			
P	PHAZYME	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*10 CPR.
P	SETLERS FLOROFLATINE	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*30 CPR.
		AU LIEU DE			
P	PHAZYME	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*30 CPR.
P	SETLERS FLOROFLATINE	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*50 CPR.
		AU LIEU DE			
P	PHAZYME	CPR.A CROQUER	125 MG	PO	1*50 CPR.

D) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT ACTUELLEMENT HORS MARCHÉ (COMMERCIALISATION INTERROMPUE, MAIS AMM EN VIGUEUR).

P	ALGOSTASE	GELULES		PO	1*30 GELULES BLIST
R	DERMOFIX	CR.	2 PC	TO	1*1 CR. 15 G
R	DERMOFIX	CR.	2 PC	TO	1*1 CR. 30 G
R	DIUCOMB	DRG.		PO	1*50 DRG.
RR	KENACORT-A SOLUBLE	SOL.INJ.	80 MG /2 ML	IMIV	1*1 AMP. 2 ML
RR	MOXACEF	SUSP.	250 MG /5 ML	PO	1*1 SUSP. 80 ML
RR	SYNAREL	SOL.	2 MG /1 ML	IN	1*1 SOL. 10 ML

E) LES MEDICAMENTS SUIVANTS A USAGE HUMAIN SONT REMIS SUR LE MARCHÉ.

C	RR EPREX	SOL.INJ.	40000 UI /1 ML	SC	1*4 FL. 1 ML
---	----------	----------	----------------	----	--------------

Relations extérieures. – Remises de lettres de créance. –

Le 7 septembre 2000 Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Erling Harild Nielsen, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Danemark.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Erling Harild Nielsen a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 7 septembre 2000 Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Tudorel Postolache, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Roumanie.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Tudorel Postolache a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 7 septembre 2000 Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Christian Strohal, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Autriche.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Christian Strohal a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 7 septembre 2000 Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Gordon Wetherell, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Gordon Wetherell a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 7 septembre 2000 Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Muhammad Zamir, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Populaire du Bangladesh.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Muhammad Zamir a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 7 septembre 2000 Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Surapong Posayond, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Thaïlande.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Surapong Posayond a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Indigénat

(Publication prescrite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise)

Options

– Par déclaration d'option faite le 18.08.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sandweiler, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur BECKER Markus Hans-Josef, né le 03.05.1971 à Trier (Allemagne), demeurant à Sandweiler, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 30.08.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame BENABDELAZIZ Aïcha Fatiha, née le 10.04.1971 à Villerupt (France), demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 29.11.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur BILANCETTI Primo, né le 29.04.1968 à Thionville (France), demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 28.10.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CABRAS Salvatore, né le 30.03.1981 à Luxembourg, demeurant à Rodange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 12.10.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CANNAS Giancarlo, né le 24.10.1967 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 03.06.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Mersch, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CARVALHO VELOSO Bruno, né le 22.10.1977 à Ettelbruck, demeurant à Moesdorf / Mersch, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 09.02.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CORNELY Günther Hubert, né le 29.07.1968 à St. Vith (Belgique), demeurant à Rodange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 17.08.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Hesperange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame COSTANTINI Emilie Annette Maurizia, née le 01.12.1979 à Luxembourg, demeurant à Hesperange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 18.01.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur DE ALMEIDA MARTINS Sergio, né le 09.02.1979 à Pétange, demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 06.09.2000, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de MARTINS Sergio.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par déclaration d'option faite le 30.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame DEGÉE Cécile Chantal Rolande, née le 20.10.1980 à Luxembourg, demeurant à Sanem, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 10.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame DO ROSARIO DA GRAÇA Otilia, née le 13.12.1974 à Luxembourg, demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 26.08.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur DUARTE DE ALMEIDA Romeu, né le 05.08.1977 à Castro Daire (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 23.09.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame DUCOLI Carla Giacomina, née le 23.07.1958 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Sanem, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 17.09.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Echternach, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame GOENEN Elke Gisela, née le 05.01.1971 à Saint Vith (Belgique), demeurant à Echternach, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 22.06.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Nommern, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame JANS Nicole Godelieve Maria, née le 11.08.1964 à Gosselies (Belgique), demeurant à Cruchten, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 12.05.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Contern, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame LAROCHE Inès Claudine Liliane, née le 25.09.1969 à Ixelles (Belgique), demeurant à Moutfort, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 10.11.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité

de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MARCUCCI Giuseppina, née le 25.12.1969 à Luxembourg, demeurant à Soleuvre, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 11.08.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur MERCATORIS Christian Jean, né le 21.10.1964 à Messancy (Belgique), demeurant à Rodange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 22.09.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur MINELLI Maurizio, né le 11.09.1981 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Sanem, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 27.09.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Dudelange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame PEREIRA DIAS Raquel, née le 25.08.1981 à Ettelbruck, demeurant à Dudelange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 06.09.2000, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de PEREIRA Raquel.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par déclaration d'option faite le 19.10.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Dudelange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame PICA Aurore, née le 18.07.1981 à Luxembourg, demeurant à Dudelange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 05.11.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur RASCHELLA Massimo, né le 16.04.1978 à Differdange, demeurant à Differdange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 14.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame RIBEIRO DE SOUSA Elisabete, née le 09.05.1975 à Pétange, demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 17.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame SANDER Beate Maria, née le 23.07.1959 à Völklingen (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 06.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame SCHMIDT Marie-Paule, née le 03.08.1963 à Pétange, demeurant à Sanem, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 04.10.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame SCIOTTI GRATTI Cadia, née le 16.06.1978 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Sanem, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 15.11.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Schuttrange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame THEISSEN Denise, née le 13.11.1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Uebersyren, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 25.05.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Niederanven, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur TIRADO DE FRUTOS Roberto, né le 04.08.1980 à Luxembourg, demeurant à Niederanven, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 30.09.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Dalheim, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur TRALCI Angelo, né le 04.04.1978 à Luxembourg, demeurant à Dalheim, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 03.06.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame UICICH Laura, née le 22.05.1981 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 25.01.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame VALENTE Fabienne Chantal Suzanne, née le 24.07.1968 à Pétange, demeurant à Lamadelaine, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Recouvrements

– Par déclaration de recouvrement faite le 17.10.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bous, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame HEINISCH Elisabeth Marie, née le 05.10.1935 à Erpeldange/Bous, demeurant à Erpeldange/Bous, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration de recouvrement faite le 06.09.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Troisvierges, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame RICHARS Catherine, née le 31.08.1937 à Hautbellain, demeurant à Birr (Suisse), a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.
